



Ontario Legislative Assembly
New York State Legislature



Pour diffusion immédiate : 31 octobre 2005

Renseignements : Ken Berlinski
Membre de l'Ass. Schimminger
(716) 873-2540

Steve Dyck
Député Bradley
416 314-1122

Craig J. Miller
Sén. Volker
(518) 455-3471

**DES LÉGISLATEURS PROVINCIAUX ET D'UN ÉTAT AMÉRICAIN CONSEILLEN
VIVEMENT À WASHINGTON
DE REJETER LA PROPOSITION DE PASSEPORT POUR LES VOYAGES
TRANSFRONTALIERS**

Des législateurs de l'État de New York et de la province de l'Ontario, soit la région binationale de Niagara, ont conseillé vivement au gouvernement américain, aujourd'hui, de trouver une autre alternative à la proposition examinée à Washington, D.C., exigeant que les Canadiens qui se rendront aux É.-U. et les Américains qui reviennent d'une visite au Canada soient en possession d'un passeport valide lorsqu'ils passeront la frontière.

Les trois membres principaux d'une délégation conjointe ont publié les déclarations suivantes sur le plan, à l'issue de discussions la semaine dernière entre les membres d'une délégation de la partie occidentale de l'État de New York et les députés provinciaux de la région de Niagara. Leurs commentaires sont transmis au Département d'État et au Department of Homeland Security des États-Unis, qui ont élaboré conjointement cette proposition. La réunion, qui mettait l'accent sur la proposition de passeport et d'autres enjeux transfrontaliers, était la dernière d'une série de réunions bilatérales entre les législateurs de la province et de l'État représentant les deux rives de la rivière Niagara, organisées au cours des dernières années.

« Telle que conçue à l'heure actuelle, la disposition en cours de discussion de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (*Western Hemisphere Travel Initiative – WHIT*) exigera que les citoyens américains et canadiens, y compris les jeunes enfants, qui demandent à entrer ou à rentrer aux États-Unis, soient munis d'un passeport qui entravera le commerce transfrontalier le long des 5 200 milles de la frontière entre le Canada et les États-Unis et qui exercera un impact économique très négatif sur les économies des régions transfrontalières comme Buffalo et Niagara. La « frontière invisible » qui a favorisé le développement commercial et touristique et la croissance des emplois des deux côtés de la rivière Niagara est menacée par cette proposition qui pourrait entraîner des retards inimaginables aux ponts frontaliers de la région. Les entreprises qui comptent sur une livraison « opportune » des biens importés ou des produits exportés réfléchiront probablement à deux fois avant de s'installer dans les collectivités situées le long de la frontière ou à proximité de cette dernière, ou à donner de l'ampleur à leurs activités. Washington, en collaboration avec les états et nos



Assemblée législative de l'Ontario New York State Legislature



voisins au Canada, peut vraiment trouver une meilleure option pour assurer la sécurité de nos frontières, tout en assurant également le flux libre des personnes et du commerce entre nos deux nations », a déclaré Robin Schimminger (Kenmore NY), membre de l'Assemblée et président du Comité de développement économique de l'Assemblée de l'État de New York.

« L'inquiétude suscitée par la proposition de passeport est due au fait qu'un passeport est un document de voyage spécial que la plupart des Nord-Américains ne possèdent pas. Une autre option proposée récemment consistait à créer un document sécurisé spécial pour les voyages transfrontaliers que les particuliers demanderaient et dont ils paieraient le coût. Ceci créerait un obstacle comme le passeport. Les deux méthodes décourageront un grand nombre de Canadiens et d'Américains de visiter l'autre pays et nuiront au tourisme et au commerce dans les deux pays. »

« La vraie solution n'est pas l'introduction d'un nouveau document sécurisé, mais celle d'une nouvelle version sécurisée d'un vieux document. Nous pourrions, par exemple, accroître les caractéristiques sécuritaires du permis de conduire, soit la pièce d'identité que le plus grand nombre de personnes détiennent. Les caractéristiques sécuritaires des nouveaux permis de conduire pourraient être améliorées pour tenir compte de la norme établie dans la *Real ID Act* américaine de 2005. On parviendrait ainsi à assurer une plus grande sécurité frontalière tout en permettant à toutes les personnes de franchir la frontière tout aussi facilement que par le passé », a remarqué Jim Bradley, député provincial (St. Catharines ON), ministre du Tourisme de l'Ontario et leader parlementaire du gouvernement.

« Nous pouvons tous comprendre les préoccupations légitimes en matière de sécurité que le gouvernement des États-Unis a énoncées pour déjouer les menaces terroristes contre nos deux pays », a affirmé le sénateur Dale M. Volker (Depew NY). « En tant que président du Comité sénatorial de l'État de New York sur les codes criminel et civil, je suis ravi d'avoir l'occasion de collaborer avec les responsables de notre gouvernement fédéral et des responsables canadiens afin de discuter des modalités et protocoles transfrontaliers. Je suis fermement convaincu que nous pouvons coopérer et adopter des modalités sécuritaires et économiques qui garantiront la sécurité des deux nations, tout en donnant de l'essor à nos deux économies diverses. »

Une loi américaine, la *Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act of 2004*, oblige le Department of Homeland Security et le Département d'État à adopter des normes d'identification transfrontalières pour les citoyens américains et les ressortissants étrangers qui cherchent à entrer aux États-Unis. Plus tôt cette année, les organismes ont proposé l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (*Western Hemisphere Travel Initiative – WHIT*) qui exigera que les citoyens de tous âges des États-Unis, du Canada, du Mexique et des Bermudes soient munis d'un passeport ou de tout autre document sécurisé acceptable précisant l'identité et la nationalité du détenteur, afin d'autoriser son admission ou sa réadmission aux États-Unis aux postes



Assemblée législative de l'Ontario New York State Legislature



frontaliers terrestres, à compter du 1^{er} janvier 2008. Après avoir repoussé la mise en œuvre du plan, les organismes ont remis l'initiative à l'ordre du jour et cherchent à obtenir des commentaires de la part du public sur la proposition et ce, jusqu'au lundi 31 octobre.

Lors de la réunion, présidée par le consul général du Canada, Stephen Breton, au consulat du Canada à Buffalo, les législateurs ont remarqué ce qui suit :

- Le Canada est le principal marché des exportations de l'État de New York, commerce qui a représenté 30,2 milliards de dollars en marchandises et biens échangés en 2004.
- Pratiquement 23 % des exportations mondiales de l'État de New York ont été vendues au Canada l'année dernière.
- Les Canadiens ont visité l'État de New York presque 2,3 millions de fois et ont dépensé 487 millions de dollars durant leurs voyages, en 2004, tandis que les New Yorkais ont effectué 1,9 million de visites au Canada.
- L'État de New York et le Canada ont l'industrie touristique bilatérale la plus importante des États-Unis, les résidents des deux endroits traversant la frontière en moyenne 11 343 fois par jour.
- En 2004, 16,5 millions de véhicules de passagers ont franchi la frontière à sept des 17 postes frontaliers terrestres entre le Canada et l'État de New York, et 89 000 autobus ont franchi la frontière à seulement quatre de ces postes.
- Plus de 19 millions de New Yorkais dépendent du Canada et de ses vastes réserves énergétiques pour alimenter leurs véhicules et leurs usines, et chauffer et éclairer leurs maisons.

D'autres législateurs ont participé aux discussions dont le député provincial Kim Craitor (Niagara Falls ON), la sénatrice Mary Lou Rath (Williamsville NY), le sénateur William Stachowski (Buffalo NY), le membre de l'Assemblée Sam Hoyt (Buffalo NY) et le membre de l'Assemblée Mark J.F. Schroeder (Buffalo NY). Michael Kergin, conseiller principal du premier ministre sur les questions transfrontalières, représentait le premier ministre Dalton McGuinty. Des représentants du sénateur Byron Brown (Buffalo NY), du leader de la majorité à l'Assemblée, Paul Tokasz (Cheektowaga NY), et du membre de l'Assemblée Francine DelMonte (Niagara Falls NY) assistaient également à la réunion.